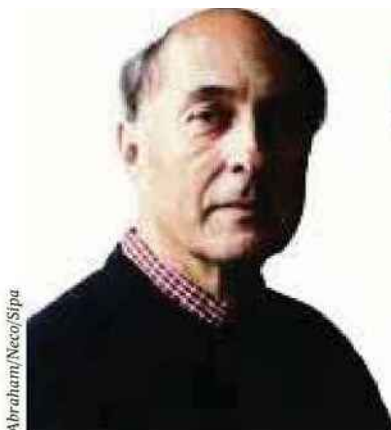




MONDE



Abraham/Neco/Sipa

INTERVIEW
SERGE MICHAÏLOF
Chercheur associé à l'Iris

« L'armée française risque d'être longtemps au Mali »

Propos recueillis par
Anne Bauer

Ancien directeur à la Banque mondiale, son dernier ouvrage publié, « *Afghanistan : l'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues ?* », est publié chez Fayard.

Quatre ans après l'intervention militaire française, le Mali a-t-il retrouvé la paix ?

Le Mali n'a toujours pas retrouvé la paix et l'accord d'Alger ne s'est pas vraiment concrétisé. La situation est préoccupante, car l'insécurité est

toujours présente dans le Nord, en particulier autour de Kidal et de Gao, et se développe maintenant dans le centre très peuplé du pays, dans les régions anciennement touristiques de Mopti et Ségou. Là, le problème relève moins des djihadistes que d'un effondrement de la présence de l'Etat, et par là même de la loi et de l'ordre. Les villages et divers groupes ethniques s'organisent en milices d'autodéfense. Au Niger, à la frontière du Mali, le poste militaire de Tassalit a été pris d'assaut en octobre dernier et l'armée nigérienne a eu 22 tués.

Opération Serval, puis Barkhane, l'armée française joue-t-elle un rôle utile ?

L'opération Serval était indispensable et a été bien conduite. Elle a évité le kidnapping de 6.000 de nos compatriotes, si Bamako était tombé aux mains des djihadistes. Barkhane me paraît aussi indispensable, le temps de permettre aux forces maliennes de s'organiser et de remettre sur pied l'appareil régalien malien et sahé-

lien (police, justice, administration territoriale). Mais il y a des doutes sur la manière dont les autorités maliennes mettent à profit ce délai. Si la reconstruction de l'appareil d'Etat malien, qui était, il faut le dire, vermoulu et corrompu, traîne par manque de décisions politiques courageuses, l'armée française risque d'être longtemps coincée au Mali.

Quand l'armée française pourra-t-elle partir ?

L'armée française a été bien accueillie, mais elle ne peut se permettre d'intervenir régulièrement dans les zones très peuplées du centre du pays sans risque de dommages collatéraux et de sérieuses difficultés. Elle peut vite être perçue par la population comme une armée d'occupation ou, pis, comme le symbole du retour des colons. Plus tôt nous pouvons être remplacés, mieux cela vaudra. Mais, pour l'heure, l'hétérogénéité des forces de maintien de la paix des Nations unies et le très faible niveau de motivation de ses soldats ne permettent pas d'envisager la relève des forces françaises. La Minusma a eu plus d'une centaine de tués depuis son installation...

Par ailleurs, l'opération Barkhane couvre tout le nord du Sahel, un territoire qui représente plusieurs fois la France. On ne tient pas un tel espace avec 4.000 soldats... Il va aussi falloir accompagner l'action militaire par des actions de développement. Enormément d'argent a été promis par les agences multilatérales, l'Union européenne et la Banque

Sahel, un territoire qui représente plusieurs fois la France. »

mondiale. Mais comme les priorités de ces institutions ne correspondent pas forcément aux besoins des populations rurales misérables, je crains une pagaille monstrueuse et une grande inefficacité. Par exemple, sur les 3,4 milliards d'euros promis à la conférence de Paris de septembre 2015, seuls 3,7 % sont affectés au développement de l'agriculture et de l'élevage. Dans un pays à 75 % rural, on marche sur la tête.

Faut-il inclure l'équipement des armées africaines dans l'aide au développement, comme le plaide le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian ?

Les dépenses de sécurité dans les pays sahéliens dépassent 6 % du PIB, contre moins de 2 % pour nos pays riches. Or ils doivent les financer sur leurs ressources propres car aucun donateur ne veut se mêler de ces questions. Résultat, ils doivent choisir entre leurs dépenses de santé, d'éducation et la paie de leurs militaires. Pour des pays très pauvres, c'est intenable. Déjà, le Tchad a dû fermer des écoles pour payer ses soldats. C'est à ce type de choix que nous acculons ces pays en refusant pour des raisons « morales » de financer des équipements de sécurité. La communauté des donateurs va devoir accepter de financer ces dépenses. La sécurité au Sahel nous concerne directement et cela coûterait infiniment moins cher que d'y envoyer nos propres soldats ou même des forces des Nations unies, chères, coûteuses et inefficaces. ■

« L'opération Barkhane couvre tout le nord du